

Un microcosme de l'Algérie nouvelle ? Le Parti communiste algérien clandestin à Constantine pendant la guerre d'indépendance (1954-1962)

Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI

Résumé

Cet article étudie le fonctionnement et l'action du noyau clandestin du Parti communiste algérien à Constantine durant la guerre d'indépendance algérienne. En croisant les archives des services de renseignements, des sources privées et des entretiens biographiques avec d'anciens militants, il s'agit de questionner l'idée, chère à certains courants du mouvement national algérien, selon laquelle des Algériens nouveaux — en quelque sorte débarrassés de leurs appartenances sociales antérieures — verraient le jour dans la lutte d'indépendance.

Mots-clés: Algérie coloniale, guerre d'indépendance, communistes, clandestinité, normes sociales.

Abstract

This article studies the operations and actions of the clandestine group of the Algerian Communist party in Constantine during the Algerian War of Independence. By combining sources from the archives of intelligences agencies, private documents and interviews with former militants, I will question the idea so dear to certain wings of the Algerian nationalist movement that the fight for independence would encourage the appearance of new Algerians free of their past social affiliations.

Keywords: colonial Algeria, Algerian War of Independence, Communists, clandestinity, social norms.

En 1959, le psychiatre martiniquais Frantz Fanon, qui se proclame «Algérien» depuis son adhésion au Front de libération nationale (FLN) durant les premiers mois de l'insurrection algérienne, exalte la naissance d'un Algérien nouveau dans les bouleversements de la guerre d'indépendance¹. Selon ses analyses — qui se veulent tant descriptives que prescriptives —, les fortes contraintes imposées par la guerre et la clandestinité ouvriraient sur des transformations accélérées de la société colonisée et des militants anticolonialistes qui, dans la lutte et la «révolution» algériennes, se libéreraient, au moins en partie, de leurs appartenances — sociales, raciales, de genre — antérieures et s'émanciperaient ainsi de l'ordre social dominant, promettant la construction d'une société radicalement nouvelle en Algérie indépendante.

En confrontant les archives de l'administration française² à des sources privées et à des entretiens biographiques menés avec une dizaine d'anciens militants,

1. FANON (Frantz), *L'an V de la révolution algérienne*, Paris, La Découverte, «(Re)découverte», 2001 (1^{re} éd. Paris, Maspero, 1959).

2. Les documents cités sont issus des Archives nationales d'outre-mer. Les services versants sont mentionnés comme suit avant la référence du carton: gouvernement général d'Algérie (GGA), ministère des Affaires algériennes (FM), et préfectures d'Alger (Alger) et Constantine (Constantine).

cet article se propose d'évaluer ces idées au regard d'un exemple précis : celui des réseaux clandestins du Parti communiste algérien de Constantine, qui permet de questionner, par la marge mais concrètement, les bouleversements induits par la clandestinité. Le Parti communiste algérien (PCA), parti minoritaire qui soutient le FLN tout en souhaitant conserver son autonomie, regroupe en effet des militants issus de tous les groupes socio-ethniques de la société coloniale — musulmans, européens et juifs — et se pense, dès avant 1954, comme une contre-société et un microcosme d'une « Algérie nouvelle », socialiste et ouverte à tous ceux qui accepteront la décolonisation.

Après avoir questionné l'origine des difficultés rencontrées par le PCA à Constantine avant et au début de l'insurrection, je m'intéresserai à la composition et au fonctionnement du noyau clandestin du parti et à la manière dont les militants y réinventent l'action politique, leur vie quotidienne et jusqu'à leur propre corps. Il s'agira enfin d'évaluer la portée de ce qui se joue à petite échelle au regard du contexte général de l'Algérie en guerre.

État des lieux : le PCA à Constantine en 1954

Lorsqu'éclate l'insurrection algérienne, le 1^{er} novembre 1954, le PCA compte à Constantine un peu plus de 300 militants, majoritairement algériens musulmans³. Bien que préfecture, Constantine est une ville de taille plus modeste qu'Alger et Oran et, située à l'intérieur des terres, elle est peuplée d'une forte majorité de colonisés : en 1954, les « Français-musulmans » sont environ 100 000, contre 40 000 « Français », dont le nombre a régressé depuis les années 1930 comme dans d'autres localités où ils se sentent assiégés. Le sentiment minoritaire des Européens est d'autant plus fort à Constantine que, sur les 41 000 Français, on compte une majorité de juifs — plus de 20 000 en 1954 — qui, descendants d'autochtones naturalisés collectivement en 1870, sont réputés avoir conservé, notamment dans le quartier juif de la vieille ville, leurs « coutumes » dites « indigènes ».

Dans cette ville profondément divisée par des barrières raciales, le PCA apparaît comme l'un des rares espaces de sociabilité où s'élaborent des relations amicales et politiques qui se veulent égalitaires entre colonisés et citoyens de plein droit, transgressant ainsi les fondements de l'ordre colonial. Comme dans tout l'Est algérien, où le mouvement nationaliste est très ancré, le PCA rencontre cependant d'importantes difficultés. D'une part, il est soumis de manière croissante à l'arbitraire du pouvoir colonial à mesure que s'affirment, après 1946, ses positions en faveur de l'indépendance de l'Algérie⁴.

3. GGA, 10 CAB 112 : lettre de la région de Constantine au comité central du PCA, 14 janvier 1952, indiquant les effectifs de militants (169 « Arabo-berbères » et 144 « Européens », répartis en 12 cellules).

4. L'indépendance nationale est revendiquée dans des articles de la presse du PCA depuis 1950, et fortement affirmée à Constantine dans des meetings, tracts et inscriptions murales (cf. par exemple 93 1112 : rapports mensuels du préfet de Constantine, 1951).

D'autre part, si ses meetings, où s'expriment des orateurs arabophones et francophones, rassemblent des centaines de sympathisants (majoritairement musulmans)⁵, les réunions de la section du centre-ville ne rassemblent en général que quelques dizaines de militants actifs⁶. Bien plus, vers 1952-1954, le PCA, qui affirme que tous ses militants, quelles que soient leurs origines, sont des « patriotes algériens » en lutte pour l'indépendance, connaît des difficultés importantes qui transparaissent dans les discussions internes au parti : difficultés à faire admettre aux « masses arabo-berbères » que le PCA est « un Parti national⁷ », et difficultés auprès de militants européens et juifs qui, selon les propos d'un militant rapportés par les Renseignements généraux (RG) en juillet 1954, « désapprouvent le terrorisme en Tunisie et appréhendent son extension à l'Algérie, sachant bien que leur appartenance au Parti communiste les rendrait suspects aux uns, en tant qu'Européens, et aux autres, en tant que communistes⁸ ». Surtout, attaché à des formes d'action légale, le PCA ne pose pas la question de l'utilisation de moyens extralégaux pour parvenir à l'indépendance, et est pris de court par l'insurrection de novembre.

Un parti vulnérable face à la répression (1954-1956)

Les actions armées du 1^{er} novembre 1954, décidées par le FLN qui signe ainsi son acte de naissance, ont de lourdes conséquences pour le PCA. En effet, par manque d'information, par fantasme anticomuniste et/ou pour des raisons stratégiques dans le cadre de la guerre froide, les autorités françaises attribuent en partie le déclenchement de l'insurrection aux communistes. Dans le Constantinois, les RG tentent ainsi, dès le 17 novembre, de recueillir des « indices concernant la position du Parti communiste algérien à l'égard du mouvement terroriste d'inspiration séparatiste », afin d'y déceler une « collusion » ou une « complicité » du PCA avec le FLN⁹. Les premières mesures anticomunistes liées directement à la guerre s'abattent au printemps 1955, et suivent globalement le même rythme dans toute l'Algérie.

Début juillet, treize militants du Constantinois, considérés comme des dirigeants, sont arrêtés et traités différemment selon leur statut juridique : les « Français-musulmans » sont internés dans des camps tandis que les « Français » sont interdits de séjour dans le département¹⁰. Après la dissolution du PCA en septembre 1955, la répression s'accroît en prenant prétexte d'événements

5. Constantine, B 3 86 : note de la police des Renseignements généraux (PRG), 7 novembre 1949 ; 93 1032 : note de la PRG, 6 novembre 1950 ; GGA, 10 CAB 112 : note de la PRG, 13 novembre 1951 ; 10 CAB 3 : note de la police, 29 janvier 1952.

6. Constantine, B 3 86 : notes de la PRG, 19 janvier 1948 et 15 décembre 1949.

7. Constantine, 94 4318 : résolution et plan de travail adoptés par la conférence de section Lucien Sportisse du 27 janvier 1952, joints à une note de police du 18 février 1952.

8. GGA, 10 CAB 2 : note de la PRG, 7 juillet 1954.

9. Constantine, 93 3 F 23 : rapport de la PRG, 17 novembre 1954.

10. Constantine, 93 4318 : tract du PCA protestant contre ces arrestations.

qui touchent Constantine ou le reste de l'Algérie. Après l'arrestation d'un premier groupe de militants passés à la lutte armée en décembre 1955, d'autres interdictions de séjour sont prononcées contre des communistes constantinois en mars 1956, à la suite de l'assassinat par le FLN du commissaire de police Sammarcelli, qui entraîne également des exécutions extralégales de militants dont les communistes Ali Boudour et Ali Nezeri¹¹. Des militants suspectés d'avoir reconstitué le PCA sont arrêtés au moment de la désertion du soldat communiste algérois Henri Maillot en avril 1956¹², et au 15 juin, au moins cent quatorze communistes de la région ont fait l'objet de mesures répressives: cinquante-neuf communistes « français-musulmans » ont été « assignés à résidence » dans des camps et huit autres interdits de séjour, et quarante-sept militants « français » ont été interdits de séjour et seront, pour certains, envoyés au camp d'internement de Lodi¹³. Fin 1956, l'arrestation de communistes algérois et oranais impliqués dans la lutte armée entraîne d'autres mesures, mais après l'arrestation de cinquante nouveaux militants le 18 novembre 1956, le préfet de Constantine, Maurice Papon, estime qu'elles sont suffisantes pour « entraver l'action criminelle » du PCA, dont il affirme — en contradiction avec la réalité et plusieurs rapports des RG¹⁴ — que la « collusion » avec le FLN n'a jamais été détectée dans le Constantinois¹⁵. Indépendamment de toute preuve d'action en faveur de l'insurrection, dès les premiers mois de la guerre, la répression est donc importante envers le PCA à Constantine. Il est clair que son mode d'organisation et de recrutement au grand jour, lié à son acceptation du jeu politique légal avant 1954, l'a rendu très vulnérable.

Le parti légal et la lutte armée (1954-1955)

Malgré la nécessité constante de se réorganiser à mesure que la répression progresse, les communistes de la ville agissent et se positionnent face à l'insurrection. Après novembre 1954, dans ses proclamations publiques, le PCA, à l'image des autres tendances encore légales du mouvement national, rend le colonialisme français responsable du passage à la violence, demande la satisfaction des aspirations des Algériens, et condamne la répression, ce qui entraîne la saisie de ses journaux¹⁶. Son attitude immédiate face à l'insurrection a fait couler beaucoup d'encre, car le PCA reprend dans certains textes, jusqu'en avril 1955 et tout en approuvant parfois les actions armées

11. Constantine, 93 4193: liste manuscrite de militants assassinés les 29 et 30 mars 1956, et liste d'interdictions de séjour dans les départements de Bône et Constantine prononcées le 31 mars 1956.

12. Alger, 91 41 217: liste de militants communistes constantinois interdits de séjour dans le département d'Alger, établie par la préfecture d'Alger le 17 avril 1956.

13. Constantine, 93 3 F 23: liste de militants communistes des départements de Constantine et Bône interdits de séjour et assignés à résidence, 15 juin 1956.

14. Constantine, 932 40: rapport de la PRG de Batna, 4 mai 1956.

15. GGA, 12 CAB 196: télégramme de Maurice Papon au ministre résident en Algérie, 24 novembre 1956.

16. Déclaration du bureau politique du PCA publiée dans *Liberté*, 4 novembre 1954.

des maquis¹⁷, les termes d'une proclamation du parti communiste français (PCF) mettant en garde contre des attentats qualifiés d'« actes individuels » dont il se demande s'ils ne sont pas l'œuvre de « provocateurs »¹⁸. Il convient toutefois de se détacher des proclamations publiques — qui s'inscrivent dans un cadre légal — pour se pencher sur les décisions des premiers mois de l'insurrection. Il est en effet évident que si certains militants s'écartent de la lutte anticolonialiste après le déclenchement de la lutte armée, celle-ci enthousiasme de nombreux communistes qui désirent la rejoindre ou la soutenir.

À Constantine, ce soutien se manifeste d'abord, sous une forme légale ou semi-légale, par l'organisation de la solidarité financière envers les familles victimes de la répression¹⁹, et par des articles de presse et des tracts comme ceux qui condamnent en juillet 1955 la répression qui s'exerce contre les « patriotes algériens » et réclament « la satisfaction des aspirations nationales du peuple algérien » par des négociations avec ses « représentants authentiques »²⁰. Le volet clandestin de l'action du parti avant sa dissolution est plus difficile à saisir, et il est l'objet de controverses, certains auteurs affirmant que les communistes qui ont rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) l'ont fait contre (ou sans) l'avis de leur parti, les autres affirmant que le PCA les y a encouragés. Les deux cas de figure se rencontrent en réalité, mais, dès la fin 1954, des dirigeants du PCA encouragent des militants à organiser un soutien logistique et à rejoindre le maquis là où ils le peuvent. Sadek Hadjerès est chargé par la direction du PCA, en février 1955, de mener en ce sens des « prospections », et il affirme s'être rendu à Constantine début 1955 afin d'y contacter individuellement de potentiels combattants²¹. Dès la fin 1954, les communistes disposent de contacts avec les maquis de l'arrière-pays constantinois : dans les Aurès, le communiste Sadek Chebchoub organise des groupes armés, et des militants montent au maquis en 1955, notamment par l'intermédiaire de Mahfoud Remita, cheminot communiste à Ouled Rahmoun et agent de liaison de l'ALN²².

Cependant, en dehors de ces liens individuels, le PCA rencontre des difficultés pour se faire reconnaître par le FLN, et des communistes peinent à se faire accepter dans les maquis. La peur du noyautage et l'anticommunisme largement répandus dans les rangs de l'ALN conduisent à la fermeture de certains maquis

17. La session du comité central du PCA du 14 novembre affirme que les actions des maquis des Aurès sont liées aux « masses » et qu'« il ne s'agit pas d'une provocation, ni d'un complot colonialiste, mais d'un mouvement algérien », *Liberté*, 18 novembre 1954.

18. Déclaration du bureau politique du PCF publiée dans *L'Humanité*, 9 novembre 1954. Voir *Liberté*, 13 janvier, 17 février et 14 avril 1955.

19. Constantine, 93 3 F 23 : notes de la PRG, 5 et 17 mai 1956, au sujet d'un « Comité clandestin d'aide aux familles des internés politiques ».

20. Constantine, 93 4318 : tracts du PCA de Constantine, juillet 1955.

21. Entretien avec Sadek Hadjerès, 10 décembre 2010.

22. Entretien avec William Sportisse, 10 janvier 2011.

aux communistes — voire à l'assassinat de plusieurs d'entre eux, notamment dans les Aurès, dès la fin 1955 — et, face à ces difficultés, Sadek Hadjerès et Bachir Hadj Ali, dirigeants du PCA, sont chargés de mettre sur pied des organisations armées communistes autonomes : l'idée, en constituant ces Combattants de la libération (CDL), est de donner des gages de « patriotisme » au FLN et de lui faire admettre la participation du PCA au Front, étant entendu que le PCA souhaite se maintenir comme parti, pour développer ses idées et préserver sa structure dans la perspective d'un retour à la légalité après l'indépendance. La création des CDL et la participation à la lutte armée sont officialisées lors d'une session du comité central en juin 1955, trois mois avant la dissolution du PCA.

À Constantine, un réseau CDL est mis sur pied après l'été 1955. Dirigé par Selim Mohamedia, ancien secrétaire régional du PCA, il comprend notamment des cheminots et des employés des Postes, télégraphes et téléphones (PTT) et de l'Électricité et gaz d'Algérie (EGA) dont Tahar Belkhouja, Saïd Zitouni, André Martinez, Roland Siméon et Marthe Chouraqui. Fin 1955, le réseau est démantelé et la police découvre des documents à en-tête « Combattants de la libération nationale », des pistolets et des grenades. D'après l'audition d'un militant, les attentats que souhaitait perpétrer le groupe — notamment contre la police — avaient « pour but de créer un choc psychologique permettant par la suite au PCA de “gagner” sa place au sein du “Front de libération nationale”²³ ». Le démantèlement de ce réseau semble mettre fin, à Constantine, aux velléités d'actions armées du PCA, qui plus est décapité de sa direction clandestine. La question d'une organisation armée autonome ne se pose plus après l'accord conclu en juillet 1956 entre le FLN et le PCA, en vertu duquel le PCA se maintient comme organisation politique, ses militants armés étant appelés à entrer individuellement, et sans plus garder de lien avec leur parti, au sein de l'ALN. C'est dans ce contexte qu'un nouveau noyau du PCA clandestin est mis en place à Constantine dans le second trimestre de l'année 1956.

« Une véritable image du peuple algérien »

William Sportisse arrive à Constantine en mars 1956 pour reconstituer le PCA clandestin. Bien qu'issu d'une famille connue dans la ville — une rue porte le nom de son frère Lucien, pionnier de l'anticolonialisme communiste assassiné par des agents français de la Gestapo à Lyon en 1944, et son frère Bernard a été candidat à plusieurs élections dans l'après-guerre avant d'être expulsé du département en juillet 1955 —, William Sportisse dispose de plusieurs atouts pour mener à bien cette tâche. Né en 1923, il consacre sa vie au PCA depuis 1945 et décide, début 1956, de sacrifier sa vie familiale — il est

23. Audition de X... reproduite dans Constantine, 93 151 : rapports de police sur la « Constitution à Constantine d'une cellule terroriste d'obédience communiste et reconstitution de ligue dissoute » (29-30 décembre 1955).

le père de deux jeunes enfants — pour entrer en clandestinité totale ; ayant grandi dans une famille juive arabophone et capable de rédiger des documents dans les deux langues, il cumule de surcroît une expérience de journaliste et d'organisateur politique et connaît tous les militants de Constantine ; enfin, entré au PCA en 1940 à l'âge de 16 ans, il dispose d'une première expérience de clandestinité sous Vichy²⁴.

Arrivé dans une ville quadrillée par des agents de renseignements qui surveillent de près les militants connus n'ayant pas encore été arrêtés²⁵, William Sportisse doit d'abord assurer sa propre sécurité. Plongé dans une clandestinité totale, il se procure de faux papiers d'identité, change son apparence physique et s'assure un nombre suffisant de planques, puis prend contact avec des militants pour constituer le réseau. Le choix de ses premiers agents de liaison — une jeune femme musulmane, Badéa Djefdjouf, et un ami juif plus âgé, Armand Zerbib — est déterminé par leur discrétion. S'éloignant des militants qu'il sait surveillés, William Sportisse se fait notamment héberger dans la famille Melki, qui réside dans le quartier juif et dont l'un des fils, Jean-Claude, avocat stagiaire mais non connu comme communiste, assure la défense des membres des CDL, ce qui lui permet d'effectuer la liaison entre les dirigeants emprisonnés et la nouvelle direction. Ses autres planques s'appuient également sur des solidarités familiales, amicales et politiques : il est hébergé chez son père, chez ses sœurs, chez des militants connus comme Saïd Zitouni et les frères Ali et Azzedine Mazri, ou chez des militants inconnus des RG comme Jeanine Caraguel et Guy Fève (qui adhèrent pendant la guerre) ou Jean-Pierre Saïd (venu d'Alger en 1960).

William Sportisse est ainsi entouré, dans ce noyau de quelques dizaines de membres, de militants musulmans, juifs et européens. Étudiant l'organisation du réseau communiste oranais démantelé fin 1956, la Direction de la surveillance du territoire (DST) remarque que ses membres ont également « les origines les plus diverses », et se demande si cette diversité correspond au souhait des communistes que leur organisation soit « une véritable image du peuple algérien », avant de conclure :

Les membres permanents du réseau ont été recrutés non pas en tant que « Juifs, Algériens-musulmans ou Français d'origine et pour grouper des hommes et des femmes de toutes origines », mais suivant un critère précis : leur utilité pour le réseau²⁶.

24. SPORTISSE (William), *Le Camp des oliviers : parcours d'un communiste algérien, entretiens avec Pierre-Jean Le Fol-Luciani*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Essais », 2012.

25. Constantine, 93 4318 : note de la direction de la Sûreté, 6 juillet 1956 ; 93 3 F 23 : notes de la PRG, 16 avril, 5 et 22 mai 1956 ; 93 151 : notes de la PRG, 8 juin et 17 septembre 1956.

26. *Un exemple de l'action clandestine du Parti communiste en Algérie : le réseau oranais*, mémoire de la DST, sans date, joint à FM 81 F 759.

Cette affirmation est une évidence, mais les militants communistes ont bien conscience que la composition de leur organisation, même réduite à quelques membres, est un symbole pour la défense en pratique de l'Algérie indépendante à laquelle ils aspirent. Au cœur d'une guerre qui prend à plusieurs reprises une allure raciale — du fait de l'attitude des « ultras » européens comme de certaines actions armées du FLN (malgré les proclamations fraternelles qu'il lance aux Européens et juifs d'Algérie) —, les réseaux communistes se dressent ainsi comme une forme réduite de ce que pourrait être une collectivité algérienne décolonisée et ouverte à tous ceux qui veulent y vivre dans l'égalité. William Sportisse insiste particulièrement sur ce point à la fin 1957 dans un texte d'hommage à sa camarade Raymonde Peschard, qui vient de mourir au maquis²⁷, et André Beckouche, communiste juif constantinois né en 1931, dit aujourd'hui l'importance de cet élément dans son engagement :

Pendant la guerre d'Algérie, avec tous les dangers, [le PCA] était le seul parti où il y avait des juifs, des musulmans, des chrétiens ensemble, et chacun risquant sa vie pour protéger l'autre. Ils risquaient leur vie ensemble — leur vie, leur liberté ensemble. C'était extraordinaire. C'était presque une utopie²⁸.

Confrontés aux dangers de la guerre et ressentant une communauté de destin avec nombre de colonisés algériens face à la répression, les anciens militants européens et juifs disent aujourd'hui combien ils ont alors consolidé leur lien charnel avec l'Algérie. Ce lien les amène à l'époque à revendiquer sans hésitation leur appartenance au peuple algérien, et à tenter d'entraîner d'autres Européens et juifs d'Algérie dans cette attitude. L'une des premières actions du noyau clandestin de Constantine est d'ailleurs la diffusion d'un tract rédigé par William Sportisse et adressé aux « Algériens d'origine arabe et israélite²⁹ » à la suite d'assassinats de musulmans commis par de jeunes juifs en représailles d'un attentat à la grenade perpétré par l'ALN dans un café juif les 12 et 13 mai 1956. La mise en œuvre d'une action et d'une propagande spécifiques en direction des juifs de la ville — il s'agit de les convaincre qu'ils sont membres du peuple algérien et doivent s'opposer au colonialisme — demeure par la suite une préoccupation des communistes constantinois, du fait de la volonté de William Sportisse et d'initiatives de militants juifs plus jeunes comme Hubert Hannoun, André Beckouche et Jean-Claude Melki, anciens condisciples du lycée de Constantine.

Réinventer l'action et l'organisation politiques

En dépit de périodes plus ou moins favorables, l'action de ce noyau est continue de la mi-1956 à 1962, et l'efficacité de la structure se lit en creux

27. « Raymonde Peschard restera vivante dans le cœur des Algériens », *Le Patriote*, décembre 1957.

28. Entretien avec André Beckouche, 29 mars 2007.

29. Tract joint à Constantine, 93 3 F 23 : notes de la police et de la PRG, 21 et 22 mai 1956.

dans les archives de police : les rapports rédigés entre 1957 et 1962 soulignent le plus souvent la faible activité du PCA, et s'en tiennent toujours à la surveillance des mêmes militants — ce qui leur permet de se féliciter de l'efficacité des mesures répressives —, mais les agents concèdent toutefois qu'ils n'ont pu déterminer la provenance de l'abondante propagande diffusée à Constantine, et ils émettent l'hypothèse que les tracts sont ramenés d'Alger par des chemi-nots communistes³⁰.

En réalité — et cela n'échappe pas aux autorités qui montrent parfois leur agacement³¹ —, les Constantinois ont mis en place leurs propres organes de cinq à dix pages en langue française — *Le Patriote et Études et documents* — pour faire face aux coupures ponctuelles des liaisons avec Alger et pour affirmer l'existence du PCA dans la ville. À ces bulletins dont la périodicité est plus ou moins régulière — au moins dix-sept numéros du *Patriote* paraissent entre 1957 et 1961 — s'ajoutent des tracts en langue arabe ou bilingues comme le programme de réforme agraire qui, diffusé à partir de 1959, présente une forme particulièrement soignée³². Ce souci esthétique amène les services de renseignements à croire que le PCA dispose à Constantine d'un matériel sophistiqué³³, de même d'ailleurs que des militants du FLN, qui obtiennent des communistes qu'ils tirent leurs tracts³⁴. Le processus de fabrication est en fait rudimentaire : William Sportisse écrit à la main les textes en arabe ou tape à la machine les textes en français sur des stencils obtenus auprès d'instituteurs (qui peuvent en acheter sans être suspectés), ainsi que de l'encre noire et bleue (pour le texte) et rouge et verte (pour les en-têtes aux couleurs de l'Algérie), même s'il lui arrive de fabriquer une « encre grasse³⁵ » ; Sion Laloum, menuisier communiste du quartier juif, conçoit de son côté un système de duplication en bois, qui peut facilement être caché, détruit et fabriqué à nouveau, et les militants tirent les documents à leur domicile, en changeant parfois la forme — à en juger par les mises en page différentes d'un même numéro du *Patriote* —, puis les diffusent sous pli ou de la main à la main.

Cette propagande témoigne des inflexions survenues pendant la guerre dans les représentations que les militants communistes se font d'eux-mêmes et de leur parti. William Sportisse, habitué à utiliser l'expression « patriotes algériens » pour désigner les nationalistes et communistes dès avant 1954 et se considérant sans complexe comme un Algérien, décide de nommer l'organe

30. Constantine, 93 3 F 23 : enquêtes du début 1957 sur l'activité du PCA ; 93 4399 : rapport sur l'activité du PCA en 1959 ; 93 3 F 24 : notes d'information du service départemental des RG sur le PCA, avril 1962.

31. Constantine, 93 4421 : note de la PRG, 7 juillet 1959.

32. Ce programme bilingue de réforme agraire est joint notamment à Alger, 91 3 F 44 et Constantine, 93 4421 : notes des PRG de Tizi-Ouzou et Bougie, 27 mars et 4 mai 1959.

33. Constantine, 93 3 F 23 : note de la PRG, 26 novembre 1958, joignant *Le Patriote*, n° 11, novembre 1958.

34. Entretien avec William Sportisse, 27 février 2007.

35. Terme employé par la PRG le 7 janvier 1959 dans une note sur *Le Patriote*, n° 12 (Constantine, 93 4421).

du PCA clandestin *Le Patriote*, à la fois en hommage à son frère Lucien — qui dirigeait un organe résistant du même nom à Lyon lorsqu'il a été assassiné par la Gestapo — et pour insister auprès des lecteurs sur le caractère « national » du PCA. Caractère également affirmé à travers un vocabulaire très appuyé (« insurrection nationale de notre peuple », « nos richesses nationales », « nos compatriotes », « nos frères », etc.³⁶) et un en-tête composé de la faucille et du marteau d'un côté, et du croissant et de l'étoile de l'autre. *Le Patriote* apparaît comme l'organe d'un parti s'inscrivant d'ores et déjà dans le jeu politique d'un nouvel État: le Gouvernement provisoire de la République algérienne est considéré par les communistes comme leur gouvernement, l'ALN comme leur armée nationale, et William Sportisse exalte les attaques des « vaillants moudjahidines³⁷ » contre l'armée française, détaille leurs tactiques de guérilla et d'embuscades, et note avec minutie les chiffres de soldats français tués au combat.

Le soutien à l'ALN n'est pas uniquement verbal: les relations au sommet étant inexistantes entre le PCA et le FLN dans le Constantinois, les communistes apportent un soutien matériel aux maquis avec lesquels ils ont un contact à la base, dans la région de Oued Athmenia, au sud-ouest de Constantine. Ils livrent nourriture, armes, munitions, uniformes, couvertures, chaussures et médicaments qu'ils achètent, fabriquent ou subtilisent, et Guy Fève, jeune instituteur qui a adhéré au PCA pendant la guerre, dispose de plusieurs attestations de moudjahidines certifiant qu'il a effectué de telles livraisons entre 1959 et 1962³⁸. William Sportisse affirme avoir reçu à l'époque des lettres de l'ALN remerciant les communistes en tant que tels, et se souvient d'une lettre dans laquelle un responsable de l'ALN déclarait souhaiter que le PCA soit le plus fort parti à l'indépendance — les RG de Constantine notant pour leur part en 1962 que la propagande du PCA, « habilement faite, paraît actuellement trouver un champ d'expansion favorable parmi les couches musulmanes pro-FLN³⁹ ».

Cette propagande témoigne aussi du fait que se représentant comme les citoyens d'un État algérien, les communistes clandestins n'en souhaitent pas moins conserver leur indépendance en tant que parti par rapport au FLN. Outre les contenus des programmes économiques et sociaux, l'indépendance revendiquée par le PCA apparaît dans des textes rédigés par William Sportisse et adressés au FLN, où sont par exemple critiquées, en mai 1956, les actions armées indifférenciées contre des civils, et, en mai 1962, les « méthodes autoritaires héritées de la dure période de la guerre », qui devraient laisser place

36. Expressions tirées du *Patriote*, novembre 1957 et n° 12, décembre 1958.

37. « Le peuple algérien boycottera le référendum », *Le Patriote*, n° 10, septembre 1958.

38. Attestations d'un ex-responsable de l'organisation politico-militaire et d'un ex-commissaire politique de la Wilaya 2, datées des 18 et 26 septembre 1963, certifiant que des livraisons d'armes, de tenues militaires, de médicaments, d'argent et de machines à écrire ainsi que des tirages de tracts du FLN ont été effectués de 1959 à 1962 par Guy Fève, militant communiste de Constantine (archives privées Guy Fève).

39. Constantine, 93 3 F 24: notes d'information du service départemental des RG sur le PCA, avril 1962.

à la « démocratie » comme pratique quotidienne, depuis les « petites assemblées et réunions » de quartier jusqu'aux institutions du pays⁴⁰. Sur ce point, les anciens du réseau constantinois témoignent d'une sorte de mise en œuvre du projet « démocratique », à l'échelle très réduite du noyau clandestin : insistant sur la personnalité de William Sportisse, Jean-Pierre Saïd et Jeanine Caraguel notent le caractère collectif des décisions prises et la construction de relations égalitaires malgré les contraintes de la clandestinité et la hiérarchie inhérente au parti. Bien plus, Jeanine Caraguel parle de ces années de lutte clandestine comme d'un moment d'apprentissage, et évoque particulièrement des discussions avec William Sportisse, de quatorze ans son aîné, sur ce que voulait dire, pour elle — institutrice « européenne » qui décide de donner un prénom arabe à sa fille née en 1960 —, être une « Algérienne »⁴¹.

L'enthousiasme des militants de ce noyau, lorsqu'ils évoquent cette période, atteste leur optimisme d'alors. Le sentiment d'avoir vécu positivement les bouleversements induits par la clandestinité dans leur existence se décèle dans leurs anecdotes comiques sur les planques et les grimages, et jusque dans leur impression d'avoir véritablement fait peau neuve.

Une perturbation des normes de race et de genre

La clandestinité implique nécessairement de se grimer et d'entrer dans des rôles sociaux crédibles afin d'échapper aux suspicions. Partant, il s'agit d'un espace où les normes sociales sont remises en cause par le simple fait qu'elles sont jouées — donc mises à distance.

Cela est particulièrement net dans le rapport de ces militants aux normes raciales qui structurent la société de l'Algérie coloniale, dans laquelle les mécanismes de reconnaissance et d'assignation identitaires surdéterminent les relations sociales. André Beckouche affirme : « Dans la clandestinité, c'était un vrai problème. Un Musulman *planqué* dans un quartier juif ou chrétien était vite repéré et réciproquement⁴². » Les colonisés étant soumis à l'arbitraire racial des rafles de la police ou de l'armée, les militants musulmans tentent régulièrement de se grimer en « Français » et de se procurer des faux papiers d'identité de citoyens français de plein droit. Or, par souci de crédibilité et en raison des (supposées) ressemblances physiques entre juifs et musulmans, le choix se porte de préférence sur des noms de juifs algériens. Traqué fin mars 1956 à Constantine où il est planqué dans des familles juives, Omar Djeghri, militant du PCA, fuit pour Alger ; arrêté en avril 1957, il est torturé à mort par l'armée

40. « Pour mieux mobiliser notre peuple », tract de la région de Constantine du PCA, 7 mai 1962 (joint à Constantine, 93 3 F 24 : note de la PRG, 11 mai 1962).

41. Entretien avec Jeanine Caraguel, 28 septembre 2009.

42. Lettre d'André Beckouche à l'auteur, 3 août 2010.

française et succombe sous l'identité de Simon Sportisse⁴³. Quelques jours plus tard, à Constantine, l'armée annonce aux parents d'André Beckouche la mort de leur fils — en réalité en fuite —, sans doute du fait d'une ressemblance entre Omar Djeghri et lui⁴⁴. Le brouillage semble donc avoir réussi, mais cet épisode prouve que pour l'armée française, être un (supposé) citoyen français n'empêche pas d'être littéralement « traité comme un Arabe ».

Les militants juifs qui vivent avec de faux papiers choisissent également des noms juifs. William Sportisse explique clairement ce choix : « de par mon type physique, j'apparaissais comme un juif, et il était donc plus prudent de prendre une identité juive⁴⁵ ». En 1961-1962, il partage un studio avec un autre camarade juif, Jean-Pierre Saïd, qui dispose également d'un faux nom juif ; le studio a été obtenu en priorité par ce dernier d'un propriétaire juif qui se fait un devoir d'aider un « coreligionnaire » ; c'est ce qu'escomptait William Sportisse en voyant l'annonce, et ce dont ils s'amusent encore tous deux aujourd'hui⁴⁶. Jouant contextuellement sur la (supposée) « solidarité juive », William Sportisse utilise toutefois un nom de guerre arabe, Omar ; parfaitement arabophone, il est perçu comme un Arabe dans certaines familles musulmanes qui l'hébergent, tout en étant perçu comme un juif — donc comme un citoyen français — dans la rue et en cas de contrôle policier. Cet entre-deux identitaire correspond au personnage, exemple rare de militant anticolonialiste juif algérien pouvant écrire l'arabe.

Le plus souvent, dans la clandestinité comme dans la légalité, la reconnaissance identitaire demeure cependant immédiate. Guy Fève — dont le collier de barbe semblable à celui de Pierre Lagailarde, dirigeant de l'Organisation armée secrète (OAS), l'a sauvé d'une fouille un jour où il transportait des armes destinées à l'ALN —, raconte :

« Je me rappelle une fois, je suis allé dans une mechta comme on dit, dans le *bled*, dans la montagne, chez des paysans qui faisaient le relais avec l'ALN. Et il y en a un — un vieux — qui m'a dit : "c'est quand on voit des gens comme toi qu'on comprend qu'on a raison"⁴⁷. »

Dans ces moments, la reconnaissance identitaire joue en quelque sorte positivement comme ce qui vient prouver que les origines ne comptent pas. À travers ces interactions et ces jeux de rôle, les militants contribuent ainsi, dans le microcosme clandestin, à dévoiler une certaine porosité et artificialité des barrières raciales de la société coloniale.

43. La presse, notamment *La Dépêche quotidienne* et *Le Journal d'Alger*, publie cette information le 13 avril 1957.

44. Entretien avec André Beckouche, 29 mars 2007.

45. Entretien avec William Sportisse, 15 février 2010.

46. Entretien avec Jean-Pierre Saïd, 26 juin 2011.

47. Entretien avec Guy Fève, 9 septembre 2009.

En pratique, les rôles de genre sont également remis en cause dans l'action clandestine. La clandestinité donne en effet à certaines femmes une grande importance dans l'organisation ; elle les implique dans des actions qui, si elles leur sont parfois confiées par stratégie, peuvent entraîner, chez elles, un sentiment d'émancipation individuelle lorsqu'elles les font sortir de rôles stéréotypés. Ce point est mis en avant par des historiens à propos des militantes musulmanes — pour lesquelles le changement est souvent particulièrement spectaculaire —, mais il concerne l'ensemble des femmes engagées dans la clandestinité. Les autorités françaises sont d'ailleurs sensibles aux utilisations « contre-nature » par le FLN et le PCA de femmes pour berner l'armée et la police, et se focalisent notamment sur la figure de la poseuse de bombes européenne. Mais, au-delà de cette figure spectaculaire, la clandestinité ouvre parfois des brèches jusqu'à l'intérieur des foyers. À Constantine, Jeanine Caraguel, jeune institutrice qui se marie et accouche en 1960, dit combien la présence chez elle du clandestin William Sportisse fut, dans la pratique, un élément perturbateur — et libérateur — pour elle, « en tant que femme ». Encouragés à participer à égalité aux tâches politiques par William Sportisse, lui-même habitué à suppléer ses sœurs dans les tâches domestiques après le décès de sa mère, son mari et elle s'émancipent du schéma de répartition sexuée des tâches qu'ils avaient connu chez leurs parents et qu'ils reproduisaient « dans la naïveté la plus totale » :

Il n'était pas envisageable que je fasse la cuisine, le ménage, le linge, tout ça (*rires*) — c'était ça les femmes, hein —, et que je travaille aussi. Et [William Sportisse] voulait que je milite. Et moi j'étais pas contre. Ce qui fait que ça a d'abord été pratique. Et ensuite, des discussions de plusieurs heures avec des textes de Marx, de Lénine, de tout ça... Mais d'abord, ça a été pratique⁴⁸.

Au-delà d'un usage contextuel et stratégique, les déplacements identitaires induits par la clandestinité peuvent donc avoir une portée importante pour celles et ceux qui les expérimentent — du moins au sein des microcosmes clandestins, et à un niveau interindividuel.

Conclusion : la portée d'une expérience

André Beckouche, revenant sur la polarisation raciale exacerbée dans les dernières années de la guerre d'Algérie, affirme : « Nous, dans cette ambiance, on avait l'impression d'être des anges⁴⁹. » De fait, l'expérience des militants communistes algériens — qu'ils soient musulmans, européens ou juifs — apparaît ultra-minoritaire au regard non seulement de l'attitude de la majorité de la population française d'Algérie qui soutient, sentimentalement ou en actes, l'OAS, mais aussi des idées et pratiques à l'œuvre au sein du FLN-ALN. De ce

48. Entretien avec Jeanine Caraguel, 28 septembre 2009.

49. Entretien avec André Beckouche, 29 mars 2007.

fait, la communauté de destin qui rassemble apparemment tous ceux qui entrent en guerre dans le camp de l'insurrection est rapidement mise à l'épreuve : alors même que c'est dans la guerre que se forge affectivement et effectivement l'appartenance la plus aboutie des anticolonialistes non-musulmans à une collectivité algérienne en voie d'étatisation, la radicalisation des contradictions internes au mouvement national algérien et celle des tensions politico-raciales de la société coloniale tendent à les mettre à l'écart du projet national algérien. Le départ massif des Français d'Algérie en 1962 et l'arrivée au pouvoir, à l'indépendance, de fractions du FLN qui, entre autres, imposent le parti unique et figent dans le droit une algérianité exclusivement arabe et musulmane, semblent réduire à néant le projet d'«Algérie nouvelle» porté par les communistes et nombre d'autres Algériens.

Toutefois, pour le PCA lui-même, cette expérience revêt une portée importante à moyen terme. La persistance du parti durant la guerre d'indépendance a en effet donné des bases organisationnelles et une certaine légitimité au PCA qui, malgré le dénigrement de son activité par un FLN devenu parti-État, a connu un certain engouement, notamment à Constantine, dans les premières semaines de l'indépendance, avant que le nouveau pouvoir ne l'interdise en novembre 1962. À plus long terme, pour ce qui est des trajectoires individuelles, cette expérience a consolidé des pratiques et des convictions politiques qui seront réinvesties, dès 1965, par un certain nombre de ces militants au sein de l'Organisation de la résistance populaire — laquelle tente une éphémère opposition au coup d'État du 19 juin 1965, brutalement réprimée⁵⁰ — puis du Parti de l'avant-garde socialiste, principal mouvement d'opposition au régime du parti unique, qui se maintiendra dans la clandestinité de 1966 à 1989.

50. William Sportisse et Guy Fève feront partie des militants d'origine constantinoise arrêtés et torturés par la Sécurité militaire en septembre 1965, et ils passeront plusieurs années emprisonnés puis assignés à résidence.